

DEBATS

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

Alors, nous avons beaucoup parlé et votre patience doit quand même arriver à son terme, le débat est ouvert. Qui veut ouvrir ? Madame. Comme toujours, à question brève, etc., etc.

Mona makram-Ebeid

Je suis un ancien parlementaire, professeur de sciences politiques en Egypte. Ma question s'adresse à M. Thorat dont le modèle indien m'impressionne particulièrement. L'Egypte a commencé plus ou moins au même moment, après l'indépendance, la différence étant que l'Egypte a choisi de s'industrialiser au détriment de l'agriculture et de nombreux pays arabes ont fait de même. Cela contribue au déficit de taille qui existe aujourd'hui.

Vous vous décrivez comme un profane averti, et je trouve que vous êtes incroyablement bien informé, car votre contribution est à la fois impressionnante et incisive. Vous avez laissé de côté une chose, qui fait la renommée de l'Inde, à savoir le microcrédit, domaine dans lequel vous avez personnellement travaillé. Je pense qu'il s'agit du modèle que nous pouvons commercialiser dans de nombreux pays en développement, particulièrement en Afrique et dans le monde arabe. Nous constatons que 70 % des enfants chétifs, à savoir mal nourris, vivent dans des pays aux revenus moyens, et non pas dans les pays les plus pauvres, contrairement aux idées reçues, alors qu'un quart d'entre eux uniquement vivent en Afrique.

Cela soulève la question suivante ; l'aide doit-elle aller aux personnes pauvres ou aux pays pauvres ? La majeure partie de l'aide aujourd'hui est versée aux pays ayant des revenus moyens, et ce sont dans ces pays que vit la plus grande majorité des pauvres. Aujourd'hui l'idée se développe que les entités commerciales, à savoir les coopératives et ainsi de suite, sont plus à même d'aider les gens pauvres que la plupart des organisations caritatives à but non lucratif. On assiste de plus en plus à un mouvement de pensée qui affirme que les entreprises, et non les gouvernements, doivent diriger les efforts visant à éliminer la pauvreté à l'échelle mondiale.

Je me demandais quelle était votre opinion sur le sujet, car le microcrédit, qui consiste à allouer de petits prêts à des entrepreneurs pauvres, peut donner de bons résultats et être rentable en ciblant les personnes à la base de la pyramide. Je crois savoir que la société de microcrédit la plus importante en Inde est non seulement une vraie réussite mais le chouchou de la bourse. Pouvez-vous commenter sur ce sujet de la réduction de la pauvreté profitable ?

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

M. Thorat, vous n'avez pas fait allusion à l'une des caractéristiques principales d'une bonne politique agricole, à savoir le crédit. Un nouvel OGM signifie que je dois acheter des graines et de l'engrais et que je dois donc entrer dans une économie financiarisée. Si personne ne m'accorde de prêt, que dois-je faire ?

Yashwant Thorat, Directeur exécutif de la Banque de réserve d'Inde

Je pense que nous nous éloignons de la sécurité alimentaire, mais quoi qu'il en soit, environ tous les dix ans, nous découvrons un nouveau monde. Lorsque j'étais bien plus jeune, on a découvert le microcrédit. Désormais, le nouveau concept est l'intégration financière, ce qui, dans l'ensemble, veut dire la même chose. Ciblons-nous les pauvres de manière efficace, et ce ciblage est-il intégrateur ?

Il existe en substance deux modèles. Vous pouvez cibler les pauvres en les organisant en groupes, particulièrement les femmes, et l'expérience montre que les groupes de femmes sont plus difficiles à mettre en place mais aussi bien plus stables. Tout indique également que les femmes ont tendance à dépenser leur argent en premier lieu pour leurs enfants, puis pour les études, puis pour leurs maris, et en dernier lieu pour elles-mêmes. Les groupes d'hommes font exactement l'inverse. La première personne à avoir travaillé sur ce sujet est mon ami le professeur Muhammad Yunus à la Grameen Bank, et il a démontré que les pauvres peuvent présenter un intérêt pour les banques.

L'Inde compte aujourd'hui près de trois millions de groupes que nous finançons par le système bancaire. Madame, je pense que la réponse à votre question est que nous pouvons examiner les pays qui ont un revenu bas et de larges concentrations de personnes pauvres par le biais du modèle du microcrédit, que ce soit par le financement de groupe ou le financement individuel. Le modèle indien est différent du modèle Grameen. Notre modèle consiste à identifier et organiser les femmes, constater qu'elles appartiennent à la même classe pauvre, les rassembler par le biais d'un système bien rodé, les faire épargner, une fois qu'elles économisent, de faire le lien avec le système bancaire, puis de guider le système bancaire pour leur faire crédit au multiple de leurs économies. Nous garantissons que ce cycle perdure, couvrons les produits touchant la santé et l'éducation et par conséquent augmentons le bien-être des pauvres. Le modèle des institutions de microcrédit, d'un autre côté, consiste à financer individuellement. J'ai constaté que le modèle du financement de groupe fonctionne beaucoup mieux et je le recommande.

Monsieur, votre question touchait le crédit. Nous sommes désormais face à deux choses au sein de la révolution verte ; la fatigue de la terre en raison de l'utilisation excessive des engrais et des tendances à des rendements insuffisants. Ainsi, d'un côté nous envisageons les engrais de seconde génération. Ahmed me disait hier soir que deux tiers des sacs d'engrais étaient perdus et que de nouvelles recherches sont menées pour garantir qu'ils ne soient pas utilisés sur la base de la teneur en eau et de la température du sol, mais selon le besoin des plantes.

Ainsi, d'un côté les terres et de l'autre la science subissent un phénomène de fatigue ; en outre s'ajoute une fatigue politique. Il faudra d'autres interventions pour créer des variétés à haut rendement, et de tels efforts nécessiteront d'importantes parts de crédit, pas uniquement pour l'entreprise dans son ensemble, mais pour l'énergie et les intrants. La banque centrale indienne, contrairement aux autres banques centrales, est

autorisée à jouer un rôle dans le crédit agricole ; la banque centrale indienne a récemment été élue comme l'une des meilleures au monde, depuis le tout début de sa charte.

Kairat Umarov, Vice-ministre des Affaires étrangères, République du Kazakhstan

Je ne suis évidemment ni banquier ni financier.

Philippe Chalmin, Président et professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

Personne n'est parfait.

Kairat Umarov, Vice-ministre des Affaires étrangères, République du Kazakhstan

C'est au-delà de mon domaine, mais en ce qui concerne le Kazakhstan, le microcrédit, particulièrement en agriculture, ne s'est pas révélé efficace, car extrêmement risqué. Fournir des financements pendant une année de sécheresse signifie que l'emprunteur ne peut non seulement pas rembourser sa dette mais en outre s'endette plus profondément sur une base exponentielle. En conséquence, les gouvernements jouent encore un rôle primordial dans le secteur de l'agriculture, et je pense qu'un système de crédit devrait reposer non pas sur des attributions de crédit peu élevées ou sur le court terme, mais sur des attributions de longue durée, sans quoi l'argent sera perdu et les effets infimes.

Yashwant Thorat, Directeur exécutif de la Banque de réserve d'Inde

Je souhaite ajouter quelque chose. Nous étions l'autre jour en compagnie du premier ministre, lequel comme vous le savez est économiste. Il a fait une remarque très intéressante ; il a analysé des données sur les 100 dernières années, depuis l'époque britannique, qui montrent que tous les 19-20 ans, l'Etat a dû intervenir pour annuler la dette agricole. Les cycles des céréales et d'autres productions entraînent périodiquement les agriculteurs vers l'endettement, et l'Etat doit intervenir. Je rejoins le ministre sur ce point, mais je reste en désaccord sur un autre ; ce n'est pas simplement le microcrédit dans le domaine de l'agriculture qui représente un risque. Tout type de financement de l'agriculture est risqué, et nous devons trouver des moyens de minimiser le risque pour les agriculteurs en ayant recours à divers instruments tels que les assurances, etc.

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

Merci beaucoup. Nous avons beaucoup de questions. Monsieur d'abord, vous vous présentez, vous êtes journaliste au Soir, me semble-t-il.

De la salle

J'ai deux questions. La première, comment Monsanto, une compagnie aussi puissante, n'arrive pas à faire passer votre message. Vous avez fait le parallèle avec Microsoft, tout le monde est d'accord sur le plan technique que Microsoft n'est pas la meilleure technologie disponible, mais ils arrivent à s'imposer. Monsanto qui est quand même à peu près de la même taille n'y arrive pas. L'autre question, puisque le thème de la

réunion, c'est la gouvernance mondiale, concerne la sécurité alimentaire. Quelle est la place de la gouvernance mondiale dans cette équation ? Est-ce que la politique agricole européenne ou française ou les groupes de pression américains sont prêts à faire les efforts nécessaires pour laisser émerger une agriculture digne de ce nom dans les pays émergents ?

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

Je me réserverai la deuxième question. Jean, veux-tu dire un mot sur la première ? Je rappelle simplement que la surface agricole utile mondiale aujourd'hui, c'est 1,6 milliard d'hectares, dont 130 millions d'hectares en OGM. Pourquoi Monsanto est-il vu comme le grand méchant ? Il est vrai qu'ils agissent très bien comme des grands méchants.

Jean de Kervasdoué, Professeur, CNAM

Alors, je n'ai pas de réponse précise, mais peut-être sur une des nombreuses réponses possibles qui n'est pas fausse, mais qui ne dit sûrement pas toute la vérité, c'est que les consommateurs n'ont aucun bénéfice direct dans les OGM. Ce sont les agriculteurs et tout le système intermédiaire. Les consommateurs ont un bénéfice lointain du fait de la baisse des coûts, de l'amélioration de la production, mais ils n'ont pas de bénéfice direct. Il est clair que l'inquiétude des sociétés allemandes et françaises, j'allais dire surtout, a été nourrie par toute une série de phénomènes et de catastrophes dont on parlera une autre fois. Cette inquiétude s'est en partie construite sur l'obscurantisme. Il est vrai que ce n'est pas un secret de dire que Greenpeace a été financée par les fabricants de lignite allemands avant que le Mur de Berlin ne chute. Ne serait-ce que pour permettre à l'Union Soviétique de rattraper son retard dans le domaine du nucléaire.

Mais, quand vous regardez également les questions de nucléaire, c'est très frappant de voir que trois grandes académies qui sont l'Académie des Sciences et de Médecine de Suisse, de France et des Etats-Unis font un rapport sur Tchernobyl que vous pouvez vous procurer en allant sur le site de l'Organisation Mondiale de la Santé. Quand ce rapport est présenté, il y a dix journalistes. Quand le rapport de Greenpeace est présenté sur Tchernobyl, il y en a cinq cents et cet événement bénéficie d'une couverture mondiale. Comme vous le savez, on ne sais pas exactement si Tchernobyl fera entre 4 et 6 000 morts en 50 ans. Chaque jour, il y a 5 000 enfants qui meurent de la dysenterie dans le monde. Dans des sociétés européennes, si je peux parler ainsi, la concurrence est faussée. Je pense que la foi dans le progrès est perdue, notamment de la part des partis de gauche, mais c'est une autre question.

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

On pourrait développer le thème des peurs alimentaires. C'est vrai que c'est un boulevard pour des gens comme Greenpeace. Sur le deuxième point, en termes de gouvernance, il y a grossièrement deux endroits dans le monde où on parle agriculture, un où on parle sans que ça ait aucune importance, l'autre où ça a de l'importance : la FAO et l'OMC. La FAO fait partie du problème alimentaire mondial. Je parle librement comme universitaire. C'est probablement l'une des plus mauvaises agences des Nations Unies, à peu près au même niveau que l'Unesco et encore, l'Unesco sauve des monuments. La FAO ne fait pas grand chose d'autre et même ses statistiques sont à peu près inutilisables. Je ne mets pas dans le sac de la FAO le programme alimentaire mondial, parce que le programme alimentaire mondial, c'est au contraire un des meilleures agences des Nations Unies. Mais, ce sont des spécialistes de l'urgence.

Ils sont les meilleurs logisticiens au monde. Ce sont des gens qui sont capables de gérer des chaînes logistiques pour approvisionner des camps de réfugiés au Soudan. Monsieur Umarov disait : « Renforcer des stocks d'urgence, etc. pour le PAM », c'est indispensable. Le Président Wade du Sénégal avait dit : « Il faut supprimer la FAO ». Il se trouve qu'il y a un Sénégalais à la tête de la FAO, c'était peut-être des règlements de compte. Mais, à la limite, il avait totalement raison. Malheureusement, la FAO fait partie du problème. Vous avez un autre lieu qui est le GATT OMC. Vous avez entendu Monsieur Umarov qui nous disait : « Il faut terminer les négociations ». C'est vrai que pendant longtemps, les prix très bas dont j'ai parlé, de la fin du 20^e siècle, étaient liés au fait que c'était, et Jean avait raison, des marchés résiduels et des marchés sur lesquels personne ne vendait à un prix de revient quel qu'il soit puisqu'il y avait des aides calculées sous forme de restitution à l'exportation en Europe, etc. Cette période se termine un peu quand même.

D'autre part, et ça Pascal Lamy le répète souvent, dans le cadre des accords de Marrakech, rien n'empêche un pays en voie de développement, un PMA, etc., de protéger son agriculture. Simplement, je vous rappelle une simple petite chose et qui est à mon avis une des clés du problème, c'est qu'il n'y a que deux personnes qui peuvent financer une politique agricole, soit le consommateur, par le biais de prix élevés qui rémunèrent le producteur, soit le contribuable, par le biais d'aides directes. Là en Europe, c'est le consommateur qui a payé. Aux Etats-Unis, c'est le contribuable. Prenons un pays du tiers-monde, un pays d'Afrique subsaharienne, le consommateur n'a pas le sou et il n'y a pas de contribuable. Alors, c'est très bien de dire que l'on va faire des politiques agricoles et que l'on va garantir des prêts au producteur, mais simplement qui les paiera ? C'est là où l'aide internationale est importante et je vous signale que la Fondation Gates à l'heure actuelle finance des programmes de garantie de prix au producteur dans quelques pays d'Afrique de l'Est. Je m'excuse, j'ai répondu trop vite. J'avais une deuxième question ici.

Steve Howard, Secrétaire Général fondateur de Global Foundation en Australie

Je suis le Secrétaire Général de la Global Foundation, qui est impliquée dans le développement sur le long terme de l'Australie mais également dans le développement mondial. Merci beaucoup pour ces exposés fort intéressants, et mes excuses pour le comportement de BHP Billiton s'il y a des Canadiens dans la salle.

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

Inutile de vous excuser, ce sont les affaires.

Steve Howard, Secrétaire Général fondateur de Global Foundation en Australie

Ma fondation a accompli un travail important dans le domaine de la sécurité alimentaire, y compris en Australie. Le pays est parmi les exportateurs agricoles les plus importants et dispose d'une superficie plus grande que celle du Kazakhstan. Alors que l'Australie continue à exporter des marchandises en grandes quantités, le pays s'apprête à devenir un importateur net d'aliments transformés. En conséquence, l'Australie, une île entourée d'eau, importe 70 % de ses fruits de mer, etc.

Les travaux de Bain & Company montrent que la population mondiale augmentera et qu'il n'y a plus de terres arables ; la conclusion étant que la sécurité alimentaire va devenir un sujet de plus en plus préoccupant ainsi qu'un problème politique stratégique qui doit prendre de nouvelles dimensions. Je partage votre inquiétude quant au caractère peu adéquat de certaines dispositions institutionnelles internationales. Nos travaux ont

montré que la sécurité alimentaire à l'avenir ne sera pas la même chose que la souveraineté alimentaire, voire l'inverse, et que la nourriture se déplacera davantage entre son lieu de culture et son lieu de consommation. Ainsi, c'est un défi d'ampleur internationale et un défi pour les gouvernements du monde entier.

Ma question aux experts s'appuie sur les réponses que vous avez apportées à la dernière question. Si l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture est inadéquate, et si le Programme alimentaire mondial, malgré la qualité de son travail, n'est pas un organisme de stratégie à long terme, et que l'Organisation mondiale du commerce fait de son mieux même si elle a les pieds et poings liés, quel véhicule de la gouvernance mondiale va reprendre le défi de la sécurité alimentaire à son compte, de la même manière que le monde entreprend de faire face au défi du changement climatique ? Quel rôle, en particulier, doit jouer le G20 en tant qu'éminente équipe de dirigeants ayant un objectif stratégique ?

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

La France présidera le G8 et le G20 l'année prochaine, et nous sommes conscients que les problèmes liés aux prix et à la stabilité alimentaires sont difficiles à comprendre. Récemment, à ce sujet, nous avons eu des émeutes au sein des producteurs de lait et de céréales ; c'est un problème politique de taille. Sarkozy a fait de la réglementation et/ou de la stabilisation des finances, de l'énergie et de l'agriculture l'un des sujets clés de la présidence française au G20, et nous avons eu beaucoup de réunions à ce sujet. Réglementation, en français, a tendance à signifier plutôt stabilisation ; le problème est que nous n'avons jamais réussi à stabiliser les marchés agricoles.

Je le dis en français. A une époque où les gens éduqués parlaient le français, l'un des premiers grands travaux d'économie politique fut écrit par un abbé napolitain qui était ambassadeur du royaume de Naples à Paris, qui s'appelait l'abbé Galiani et qui, vers 1770, écrivit un dialogue sur le commerce des blés dans lequel il analysait tous les problèmes dont nous venons de discuter.

Kairat Umarov, Vice-ministre des Affaires étrangères, République du Kazakhstan

Le problème prend réellement une ampleur mondiale, et vous avez absolument raison de dire qu'il se transforme en un problème plus politique qu'économique, ainsi qu'en un problème géopolitique stratégique, car les pays qui détiennent les ressources de base nécessaires joueront un rôle prééminent s'ils parviennent à gérer leurs ressources.

Néanmoins, il ne s'agit pas d'un problème local, il prend une ampleur énorme, car plus le monde devient intégré, plus il faut de technologies différentes pour augmenter la productivité. Prenez mon pays, par exemple : nous avons les capacités, nous avons les terres, nous avons les personnes, nous avons des champs supplémentaires qui demandent à être utilisés, et parallèlement, on ne peut pas atteindre la productivité désirée en se contentant d'étendre les surfaces. En conséquence, il faut augmenter l'avance technologique en agriculture, et le ceci pourrait venir d'autres pays. Le monde entier doit être intégré sur cette question.

Il s'agit d'une question de gouvernance mondiale, et de gouvernance avisée, car un pays peut très bien disposer de la technologie mais pas de la capacité, tandis qu'un autre a la capacité mais non la technologie. Ainsi, tout doit se combiner afin de sortir de cette situation. Alors que par le passé les ressources étaient abondantes, elles sont aujourd'hui rares, et il s'agit de trouver le moyen de faire venir les ressources depuis leur lieu d'origine et de combiner les éléments pour obtenir un résultat. C'est à mon avis ce qui compte aujourd'hui. Quant à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, elle doit devenir un organisme de coordination.

Ted Moran, Georgetown University

J'espère ne pas paraître trop ingrat si je soumetts une question au Groupe OCP, dans la mesure où certains cadres supérieurs sont présents. J'ai hâte de lire le rapport de M. Roy, et je soupçonne qu'il montrera non pas que le monde manque de phosphate, mais qu'il existe une énorme mutation, particulièrement entre l'Amérique du Nord et le Maroc, de sorte que ce dernier va jouer un rôle encore plus central sur la question de la sécurité alimentaire. Ma question à l'intention du Groupe OCP est de savoir s'il a planifié l'augmentation de la capacité de production des engrais, s'il a prévu de donner l'accès à d'autres producteurs d'engrais, ou prévu de donner un accès virtuel à ses propres mines par le biais de contrats de longue durée afin de disposer de réserves sûres de phosphates pour la communauté agricole mondiale.

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

J'apporte une précision pour que les personnes présentes dans l'auditoire puissent comprendre. Pendant longtemps, l'un des principaux producteurs de phosphate dans le monde était les Etats-Unis, mais la production montre des signes de ralentissement. Il est évident que le Maroc est assis sur un tiers voire la moitié, selon les calculs, des réserves mondiales.

Mohammed ibn Abdel, directeur commercial du Groupe OCP

La réponse s'articule en trois parties. La première procède de l'histoire du Groupe OCP et du Maroc. Le Maroc produit du phosphate depuis 90 ans ; en fait, il a commencé sa production en 1920 et a exporté sa première tonne de roches en 1929 ; nous exportons donc depuis quasiment nos débuts. Le Groupe OCP et le Maroc fournissent du phosphate pour une utilisation à l'échelle du globe, à l'attention de plus de 120 clients dans 60 pays. Une partie de la réponse se trouve donc dans le passé du Groupe OCP.

En se tournant vers l'avenir, deux faits montrent que tout ce que nous faisons consiste à mettre ce phosphate à la disposition du reste du monde. Tout d'abord, nous allons investir 5 milliards de dollars au cours des sept prochaines années, ce qui représente une somme énorme pour un petit pays, afin d'augmenter de manière drastique notre capacité de production de phosphate, à la fois en termes de production minière et d'engrais. Nous avons en outre mis en place un programme d'investissement ces deux dernières années, baptisé JPH, Jorf Phosphate Hub, qui vise à attirer des investissements étrangers directs dans l'industrie du phosphate. Il s'agit essentiellement d'un modèle prêt à l'emploi, grâce auquel les personnes peuvent venir construire leur unité d'engrais au Maroc et avoir accès à des installations d'infrastructure de niveau international pour une roche phosphatée très rentable et fiable.

En conséquence, nous regardons vers l'avenir en ayant conscience que nous détenons des réserves énormes. Peu importent les moyens de calculs, et que l'on s'accorde sur 85 ou 50 %. Je pense qu'il y a une

quantité fabuleuse de ressources concentrées au Maroc, et tout tend à prouver que le Maroc la met à disposition en étant très axé sur le marché.

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

Les marchés des engrais et des phosphates sont de toute façon en mutation, et deviennent de plus en plus orientés sur la marchandise, avec des développements comme les dérivés et ainsi de suite.

Je voudrais remercier tous nos orateurs. Je reprendrais juste à Monsieur Thorat une expression qu'il a eue parlant des problèmes de l'Inde. Mais, au fond, ce sont des problèmes qui concernent le monde entier. Il a parlé de fatigue. Je le traduirais par usure. Il a parlé de l'usure de la terre, de la science, des politiques. C'est un petit peu ce que nous vivons. Simplement, il faut dépasser cette usure si nous voulons répondre au défi alimentaire mondial. J'essaierai demain matin de ne pas trop trahir la pensée des uns et des autres en rapportant les travaux de cet atelier. Merci à tous et je crois qu'il est temps de nous quitter.